

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Band: [96] (2008)
Heft: 1517

Artikel: Inde : Mohini Giri, fondatrice de la Guild of Services
Autor: Dussault, Andrée-Marie / Giri, Mohini
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-284875>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Inde: Mohini Giri, fondatrice de la *Guild of Services*

Propos recueillis par Andrée-Marie Dussault

Mohini Giri est une de ces femmes actives qui font évoluer la situation sur le terrain. Le premier ministre lui-même l'a reconnu il y a quelques mois en lui décernant une des plus hautes distinctions honorifiques du pays, récompense de quatre décennies d'activisme au service des veuves. C'est entre deux rendez-vous urgents que la doctoresse nous accueille dans son bureau de la *Guild of Services*, l'ONG qu'elle a fondée en 1971 et qui compte à ce jour 27 millions de membres.

L'émilie: Qu'est-ce qui a motivé votre engagement?

Mohini Giri: Mon père est décédé lorsque j'avais neuf ans. Il était vice-chancelier de l'Université de l'Etat d'Uttar Pradesh. Malgré notre statut social et notre situation financière confortable, le stigmate associé au veuvage féminin a poussé ma mère à déménager dans un ashram avec ses sept enfants. On y est resté peu de temps, mais l'expérience m'a profondément marquée. J'ai ensuite décidé de me consacrer à l'amélioration du sort des veuves.

L'émilie: Vous avez épousé un «bon parti», cela vous a-t-il aidé à faire avancer votre cause?

M.G.: En effet, à dix-huit ans, j'ai épousé le fils de l'homme qui allait devenir le président de la nation. Avec l'appui de mon beau-père, j'ai créé en 1971 la *War Widows Association*. A la fin de la guerre Indopakistanaise, des milliers de

femmes se sont retrouvées sans mari et totalement démunies. Un an plus tard, j'ai fondé la *Guild of Services*. Etre la belle-fille du Président représentait un gros avantage: même si mes idées allaient radicalement à l'encontre des courants dominants et de l'establishment, tout le monde m'écoutait!

L'émilie: En 1998, vous avez créé l'institution Aamar Bari (ndlr: «ma maison») à Vrindavan pour accueillir les veuves; quelle est la différence entre cette institution et les autres ashrams pour veuves?

M.G.: Mes veuves portent des saris de couleur, mangent deux fois par jour, reçoivent la visite d'un médecin toutes les deux semaines. Celles qui en ont la capacité acquièrent des qualifications et génèrent leur propre revenu. Autrement dit, chez moi, ces femmes vivent mieux et plus longtemps, mais surtout, elles se considèrent comme des êtres humains.

L'émilie: L'exploitation sexuelle des veuves se poursuit, que faites-vous?

M.G.: On fait ce que l'on peut, mais évidemment, il s'agit d'une goutte dans l'océan. Les pandits amassent des fortunes sur le dos des veuves qui vivent dans la misère. Les plus vulnérables sont les jeunes, et les moins de trente ans qui viennent vivre à Vrindavan constituent jusqu'à 30% des veuves. Parfois, nous faisons un raid et envoyons un faux client dans un ashram. Lorsqu'il négocie un prix pour une fille avec le pandit, la police intervient. Nous sommes ici depuis dix ans: tout le monde nous connaît et nous avons le soutien des autorités. Cependant, certains ont intérêts à soutenir le trafic sexuel.